

A ce propos, j'aimerais citer un passage du rapport que le gouvernement devrait lire. Il a été rédigé non pas par les chercheurs du Nouveau parti démocratique, mais par le contrôleur général du Congrès des États-Unis, et non pas il y a deux ans, mais il y a six mois à peine. A propos des possibilités de réalisation du projet, on dit ceci à la page 13 du rapport, et je cite:

Les promoteurs du projet estiment à une contre trois les chances que le projet soit abandonné en 1979. Cette estimation est de trois fois plus élevée que celle de 1978.

Autrement dit, les risques ont augmenté de quelque 300 p. 100. Et cela, monsieur l'Orateur, effraie, et avec raison, un certain nombre d'investisseurs éventuels. Voilà un motif de douter de la construction de la partie nord du pipe-line.

Le deuxième, qui s'y rattache, c'est que le gouvernement américain a refusé de donner des garanties. Je maintiens que si le président des États-Unis a pris au sérieux la lettre du 12 mars de notre premier ministre par laquelle celui-ci lui demandait des garanties, si le président avait vraiment l'intention de prendre un engagement ferme à l'égard du tronçon du pipe-line, sa lettre déposée à la Chambre vendredi après-midi n'aurait pas contenu de vagues expressions de bonne volonté. Si le président Carter croit vraiment dans l'avenir du projet, il aurait été clair et net et aurait promis de demander au Congrès des garanties financières pour le projet. Ce serait là une mesure vraiment convaincante, mais il n'en est pas question dans la lettre du président Carter.

Voilà un autre indice que le secteur privé et, je pense, le Congrès américain, ne croient pas à la construction du tronçon nord du gazoduc. Même le président des États-Unis a de sérieuses réserves à ce sujet, quoi qu'il laisse entendre dans la lettre que le premier ministre l'a sans doute pressé, par téléphone, la semaine dernière, de lui envoyer.

La troisième raison pour laquelle nous doutons de la construction du tronçon nord du gazoduc a trait au montant d'argent investi par les sociétés privées. Seulement 500 millions de dollars, monsieur l'Orateur, sont consacrés à des études de faisabilité—des évaluations de la rentabilité des pipe-lines. Ce n'est pas de l'argent sonnante. Il n'y a aucune obligation, par exemple, comme l'a mentionné le député de Hamilton Mountain (M. Deans), de construire le gazoduc pied par pied. Si nous entamions la construction d'un tronçon canadien dans le sud, rien n'oblige en effet les investisseurs américains à engager tant de millions de dollars ou à s'engager, du moins en principe, à construire un mille de gazoduc dans le nord pour chaque mille que nous construirons dans le sud, ou encore d'y consacrer une somme substantielle, c'est-à-dire, comme l'a dit M. Schlesinger, de l'ordre de 2 à 3 milliards de dollars. Si une telle somme était engagée, nous aurions des raisons de croire au sérieux de ce projet de plusieurs milliards de dollars. Pour un projet d'une valeur de 22 à 24 milliards en garanties, un montant de 500 millions n'est pas grand-chose. J'aimerais souligner que ces études de faisabilité, il ne faut pas l'oublier, pourraient être utilisées pendant 10, 15 ou même 25 ans.

Une fois que nous n'aurons plus de gaz, les 500 millions n'auront pas été dépensés en vain, puisque l'étude de faisabilité

pourra montrer aux Américains que, s'ils ont vraiment besoin de leur gaz de l'Alaska et que nos réserves à nous sont épuisées, ils peuvent finalement entamer la construction du gazoduc. Mais aucun montant d'argent n'a encore été engagé en garantie de la construction du tronçon nord du gazoduc.

• (1540)

Quatrièmement, j'émetts quelques réserves au sujet de la portion septentrionale du gazoduc du fait que les Américains ont découvert depuis 1978 d'importantes réserves de gaz naturel assez bon marché. Ils ont appris également que les Mexicains ont découvert des gisements relativement importants de gaz naturel à bon marché. Et un autre pays qui se trouve au nord de ces derniers, notre bon vieux Canada, éternel fournisseur des États-Unis en richesses naturelles—à également découvert d'importantes réserves de gaz naturel depuis 1978.

J'aimerais citer à nouveau à la Chambre un extrait de la page 19 du rapport présenté au Congrès américain à ce sujet. Parlant des raisons pour lesquelles la construction du pipe-line n'est peut-être pas justifiée dans le nord, voici ce que dit le rapport présenté aux membres du Congrès américain:

La publicité faite autour de la découverte de nouvelles réserves de gaz naturel n'a fait que saper encore davantage la confiance qu'a le public dans l'avenir de ce projet. Les parrains du projet ont cité des chiffres optimistes sur l'existence d'importantes réserves de gaz naturel au Mexique et au Canada, ont parlé de l'excédent imprévu qui s'est produit sur le marché intérieur en 1978...

Il s'agit des États-Unis. Le rapport poursuit en ces termes:

... et ils se sont montrés optimistes quant à l'existence de réserves moins importantes dans leur 48<sup>e</sup> État.

Il s'agit d'un document américain qui indique aux gens de ce pays qu'ils n'ont peut-être pas besoin de ce pipe-line du nord après tout car ils peuvent compter sur le gaz canadien, mexicain ou encore sur le gaz américain à meilleur marché que l'on a découvert aux États-Unis depuis 1978.

Cinquièmement, le fait même d'augmenter les exportations de gaz naturel aux États-Unis, décision prise tout d'abord par un gouvernement conservateur l'hiver dernier puis par les libéraux—qui pourtant avaient vivement critiqué les conservateurs à l'époque—ôte, d'après des Américains tout caractère d'urgence à la construction d'un pipe-line dans le nord.

Au sujet des conservateurs, et je me rappellerai toujours le jour où le premier ministre de l'époque a répondu à des questions à la Chambre concernant la pénurie de combustible dans la région atlantique. En même temps qu'il a annoncé d'importantes pénuries dans la région atlantique, il nous a dit que l'on allait exporter jusqu'à 3.75 trillions de pieds cubes de gaz naturel aux États-Unis. C'est un véritable bradage. C'est un bradage irréfléchi et à court terme des ressources énergétiques du Canada.

**M. Waddell:** C'est pourquoi il n'est pas à la Chambre.

**M. Broadbent:** Nous l'avons dit. Nous n'étions pas les seuls à le dire, monsieur l'Orateur. Les libéraux l'ont affirmé eux aussi. Le ministre des Finances avait adopté une attitude de sérieuse complaisance, comme il sait si bien le faire quand il dénonce les Tories. Si je m'en souviens bien, l'actuel ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources avait déclaré que le fait d'augmenter ainsi les exportations de gaz naturel constituait l'une des plus grandes braderies de l'histoire du Canada.